

Document prévisionnel de la Belgique (art. 4.3 de la Directive 2009/28/CE)

La Belgique souhaite réaliser en interne la plus grande partie de l'objectif de 13% d'énergie renouvelable dans la consommation finale brute d'énergie en 2020. Néanmoins, la Belgique ne renonce pas à faire appel aux mécanismes de coopération.

Pour atteindre son objectif 2020, et malgré un possible surplus durant la période intermédiaire, la Belgique envisage éventuellement de faire appel aux mécanismes de flexibilité à hauteur de maximum 0,5%, de la consommation finale attendue de 39.857 ktep, soit approximativement 200 ktep.

Introduction

La présente communication répond à l'obligation de fournir un document prévisionnel répondant aux exigences de l'article 4.3 de la directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources d'énergies renouvelables (voir annexe).

La Belgique rappelle que l'objectif du document prévisionnel est de fournir à la Commission européenne - et aux autres Etats membres via sa publication sur la plate-forme de transparence – des indications quant à la demande ou l'offre belge d'énergie d'origine renouvelable dans le contexte des mécanismes de coopération prévus aux articles 6 à 11 de la directive. Ce document n'est en rien liant et précède par ailleurs la publication du plan d'action national attendu pour le 30 juin 2010 qui présentera la stratégie belge visant à satisfaire aux différents objectifs chiffrés qui lui sont imposés dans le cadre de la directive susvisée.

Outil et méthodologie

Les éléments présentés dans ce document sont issus principalement du scénario 20-20 de l'étude WP 21-08 « Impact of the EU Energy and Climate Package on the Belgian energy system and economy »¹ menée par le Bureau Fédéral du Plan à la demande des autorités fédérale et régionales belges. Cette étude scientifique prend en compte les interactions entre les différents éléments du paquet énergie-climat.

Cette étude se focalise sur l'année 2020, un certain nombre d'extrapolations ont dès lors dû être effectuées en vue de répondre plus précisément aux exigences de la directive 2009/28/CE.

L'étude WP 21-08 analyse, sur la base des informations disponibles au début de l'année 2008, l'impact du paquet énergie-climat sur le système énergétique et l'économie belge. Elle tient compte des objectifs belges en matière d'énergie renouvelable (13%) et de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur non-ETS (-15%) compte tenu des possibilités en matière de flexibilité offertes dans le paquet énergie-climat. Ces dernières sont supposées fonctionner parfaitement. S'agissant de l'objectif relatif aux sources d'énergie renouvelables, le développement des SER en Belgique est déterminé en égalisant, au niveau de l'Union européenne, le subsidie marginal nécessaire pour atteindre l'objectif de 20% de SER dans l'Europe des 27.

Le scénario 20-20 inclut notamment les éléments suivants :

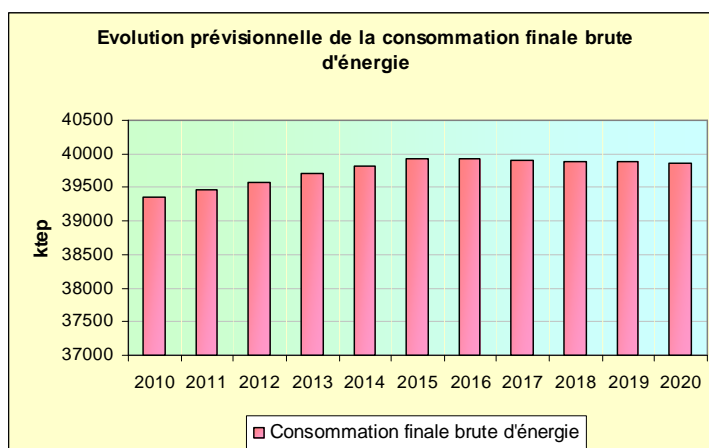
- 15% de réduction des émissions de gaz à effet de serre en 2020 dans les secteurs belges non ETS ;
- les efforts à réaliser en Belgique dans les secteurs ETS dans le contexte du plafond d'émissions fixé au niveau européen ;
- l'objectif belge de 13% d'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie ;
- l'objectif de 10% de renouvelable dans le secteur du transport ;
- la possibilité d'utiliser des crédits MDP, d'échanger des allocations d'émissions annuelle avec d'autres Etats européens et d'atteindre l'objectif belge de 13% via une production d'énergie localisée dans un autre Etat membre.

¹ Voir http://www.plan.be/publications/publication_det.php?lang=fr&TM=45&IS=63&KeyPub=763.

D'autres détails méthodologiques sont fournis dans l'étude WP 21-08. Remarquons toutefois que cette étude a été publiée fin 2008, et ne prend dès lors pas en considération les effets de la crise économique et financière et les décisions les plus récentes en matière d'énergie. De même, le pourcentage plus élevé des droits d'émission que la Belgique peut mettre aux enchères², n'a pas pu être pris en considération.

Evolution prévisionnelle de la consommation finale brute d'énergie

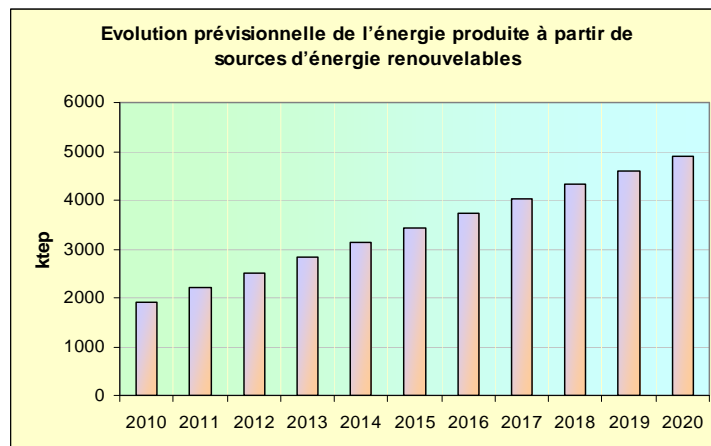
Selon le scénario 20-20, la consommation finale brute d'énergie devrait augmenter d'un taux de croissance annuel moyen de 0,3% sur la période 2010-2015, et se stabiliser sur la période 2015-2020.



Evolution prévisionnelle de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables

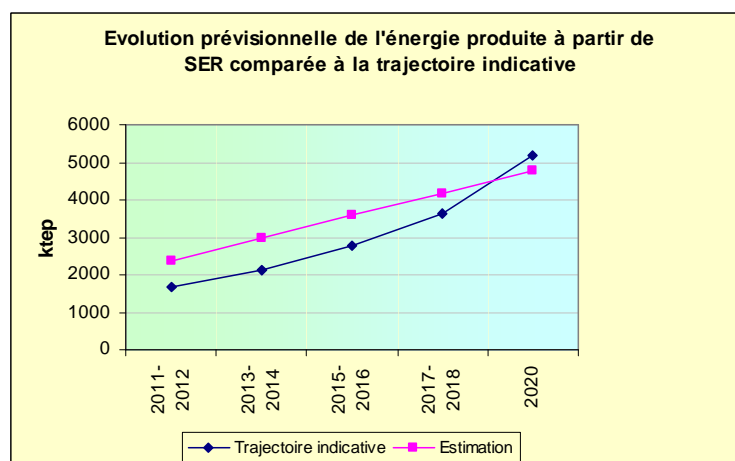
L'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'objectif de déploiement des sources d'énergie renouvelables favorise la percée des énergies renouvelables dans le système énergétique belge, pour atteindre 4.900 ktep en 2020, soit approximativement 12,3% de la consommation finale brute d'énergie.

² Directive 2009/29/EC, ANNEX IIa, Increases in the percentage of allowances to be auctioned by Member States pursuant to Article 10(2)(a), for the purpose of Community solidarity and growth in order to reduce emissions and adapt to the effects of climate change.

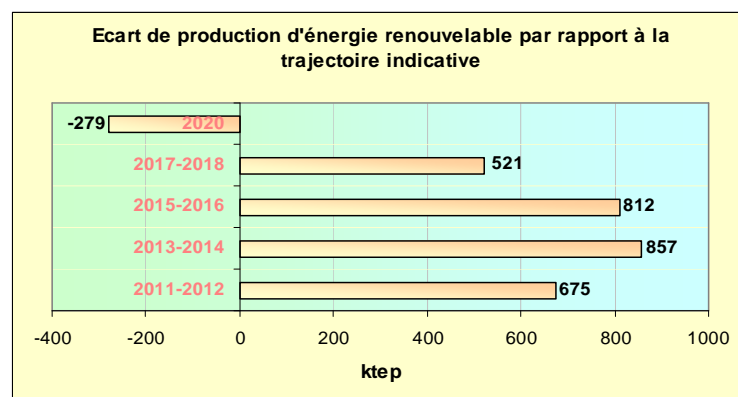


Evolution prévisionnelle de la demande en énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables à satisfaire par des moyens autres que la production nationale

Il ressort du scénario 20-20 de l'étude WP 21-08 que le système énergétique belge pourrait permettre à la Belgique de remplir ses objectifs indicatifs intermédiaires et de disposer d'une production excédentaire sur la période 2011-2018 susceptible d'être transférée vers d'autres Etats Membres.



Par contre, en 2020, ce scénario suggère que la Belgique pourrait avoir à recourir aux mécanismes de coopération afin de rencontrer son objectif contraignant de 13% d'énergie renouvelable dans la consommation finale brute d'énergie.



Annexe 1 : Article 4.3 de la directive 2009/28/CE

Chaque État membre publie et communique à la Commission, six mois avant la date à laquelle son plan d'action national en matière d'énergies renouvelables doit être présenté, un document prévisionnel indiquant:

- a) son estimation de la production excédentaire d'énergie produite à partir de sources renouvelables, par rapport à la trajectoire indicative, qui pourrait être transférée à d'autres États membres, conformément aux articles 6 à 11, ainsi que son estimation des possibilités de projets communs jusqu'en 2020; et
- b) une estimation de la demande en énergie produite à partir de sources renouvelables à satisfaire par des moyens autres que la production nationale jusqu'en 2020.

Annexe 2 : Trajectoire indicative (annexe 1.b de la directive 2009/28/CE)

La trajectoire indicative mentionnée à l'article 3, paragraphe 2, se compose des parts ci-après d'énergie produite à partir de sources renouvelables :

$S_{2005} + 0,20 (S_{2020} - S_{2005})$, comme moyenne pour les deux années 2011 et 2012,
 $S_{2005} + 0,30 (S_{2020} - S_{2005})$, comme moyenne pour les deux années 2013 et 2014,
 $S_{2005} + 0,45 (S_{2020} - S_{2005})$, comme moyenne pour les deux années 2015 et 2016, et
 $S_{2005} + 0,65 (S_{2020} - S_{2005})$, comme moyenne pour les deux années 2017 et 2018,
sachant que :

S_{2005} = la part en 2005, telle qu'indiquée dans le tableau de la partie A pour l'État membre concerné,

et

S_{2020} = la part en 2020, telle qu'indiquée dans le tableau de la partie A pour l'État membre concerné.